

Société/Economie

Comment les GAFA nous appauvrissent

Les géants de l'internet et du numérique nous facilitent la vie. Le monde est à notre portée en quelques clics. Mais le revers de la médaille nous échappe bien souvent. Cette analyse en évoque quelques aspects, qui ne sont pas sans lien avec la pauvreté, l'exclusion sociale et les discriminations.

Avec le soutien de la



Si l'on vous parle des « GAFA » et que vous ne savez pas ce dont il s'agit, sans doute encoderez-vous ces quatre lettres sur un célèbre moteur de recherche... pour découvrir que le G de Google représente précisément la première lettre de cet acronyme.

Les GAFA (ou GAFAM) sont les géants de l'Internet et du numérique : **G**oogle, **A**pple, **F**acebook, **A**mazon, mais aussi **M**icrosoft, Yahoo, Twitter, etc. Ces noms nous sont bien connus. Et pour cause : ils sont devenus omniprésents dans nos vies.

Inutile ici de rappeler les milliards de personnes connectées, quotidiennement, à ces différentes interfaces... ni leurs milliards en chiffres d'affaire.

Notre propos se concentrera plutôt sur la manière dont ces groupes nous appauvrissent, individuellement et collectivement, tant d'un point de vue économique que social et culturel.

Cet appauvrissement est dû, notamment, à trois phénomènes que nous observerons ci-après :

1) Évasion fiscale

« Savez-vous où s'en va l'argent que vous versez à ces entreprises dites « numériques » ? » C'est la question que se sont posée des journalistes du Soir. Leur conclusion est limpide et cynique à la fois : « malgré des bénéfices parfois colossaux réalisés en Belgique et ailleurs, Google, Facebook ou Airbnb ne paient d'impôts que là où ils le souhaitent... Et encore, le moins possible.¹ »

En cause ? Un droit fiscal inadapté (et, sans doute, un intense lobbying). Certains dirigeants européens souhaitent rappeler à l'ordre ces géants, mais les progrès sont très lents. Or, on le sait, une fiscalité juste est un outil fondamental de redistribution des richesses et donc de lutte structurelle contre la pauvreté. Aujourd'hui, ce manque à gagner est compensé par des mesures d'austérité qui touchent en premier lieu les plus fragiles : chômeurs, bénéficiaires du RIS, malades, personnes âgées.

Pour plus de clarté, reprenons encore quelques explications fournies par le précieux travail d'enquête de ces journalistes : *« Le disquaire paye l'impôt dans le pays où est fixé son magasin. Idem pour l'hôtelier, ou la compagnie de taxis. Mais la situation est différente pour les géants du net. Quand Amazon vend ses produits en ligne, elle le fait via une société luxembourgeoise. Et le client belge achète directement à cette société luxembourgeoise. »* Or, *« la société luxembourgeoise n'a aucune installation fixe en Belgique. Et elle n'a pas non plus de représentants*

qui signent des contrats en son nom sur le sol belge. Les dépenses des clients belges filent donc vers le Luxembourg, sans que le fisc belge ne puisse prélever le moindre impôt. Pour Facebook, Google ou Airbnb, les recettes atterrissent en Irlande. Booking, Netflix ou Uber ont choisi d'établir leur siège européen aux Pays-Bas. Mais dans tous les cas, la logique est toujours la même : la Belgique voit les recettes de l'économie numérique lui passer sous le nez.² »

Prenons un exemple chiffré : la filiale belge de Facebook, dédiée au marketing, emploie sept personnes et enregistre un bénéfice taxable de 375 000 euros, sur lequel l'État a prélevé 152 000 euros. Cependant, les revenus publicitaires de Facebook sur le territoire belge avoisineraient les 110 millions – millions versés à Facebook Ireland Limited, basée à Dublin. Il ne reste donc que quelques cacahuètes pour les caisses de l'État belge et donc pour les contribuables.

La même logique est à l'œuvre en ce qui concerne Google, Airbnb et d'autres.³

2) Travail précaire

Vous avez suggéré qu'on vous offre un livre pour les fêtes ? Si vos proches l'achètent sur Amazon, soyez conscient que votre cadeau aura un coût « social » des plus inquiétants. Car l'évasion fiscale, dont ce géant du net est un spécialiste, n'est pas le seul problème à dénoncer.

C'est en 2013 que le journaliste Jean-Baptiste Malet a révélé les conditions de travail déplorables dans les entrepôts d'Amazon, après s'être fait embaucher au sein de l'entrepôt de Montélimar. Dans un entretien au journal *Le Monde*, l'enquêteur révélait : « *Les travailleurs chez Amazon, loin, très loin des progrès du XXIe siècle, ont des conditions de travail qui sont dignes du XIXe siècle. Que ce soit en ce qui concerne les conditions de travail des intérimaires, que ce soit dans les cadences qui sont imposées, dans les contrôles de productivité, dans les fouilles au corps qui sont réalisées chaque fois qu'un travailleur franchit les portiques.*⁴ »

Jean-Baptiste Malet va jusqu'à affirmer que « *pour l'heure, Amazon, avant de représenter un progrès, c'est d'abord une formidable régression en ce qui concerne le devenir de notre humanité.*⁵ » Le journaliste allemand Günter Wallraff ne dit rien d'autre lorsqu'il affirme que le système d'Amazon « *ne nous pose pas la simple question, neutre, de savoir si nous voulons ou non consommer sur son site Internet ; il nous pose des questions politiques : celles de notre choix de société.*⁶ »

² *Op. cit.*

³ CLOOT A. et COUNASSE X., « Où part votre argent quand vous achetez leurs produits ? », *Le Soir*, 16-17.09.2017, pp. 2-3.

⁴ http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/12/16/les-travailleurs-chez-amazon-ont-des-conditions-de-travail-dignes-du-xixe-siecle_3517609_3234.html, consulté le 20.09.2017.

⁵ *Op. cit.*

⁶ <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/MALET/49762>, consulté le 20.09.2017.

Les géants du numérique se targuent d'être de grands pourvoyeurs d'emploi, dans le monde entier. Comme la plupart des grandes multinationales. Avec les mêmes questionnements, les mêmes excès.

3) Main basse sur nos données personnelles

On s'est ému de l'usage que pouvait faire les services de renseignement en consultant les données que nous stockons sur Internet. Mais nous savons aussi que nos données sont, au moins en partie, revendues à des fins de ciblage publicitaire.

Or, les méfaits de la publicité ne sont plus à démontrer : incitation à la surconsommation en vue d'obtenir une forme de reconnaissance sociale (jusqu'à l'endettement), pollution, sexisme... La publicité entraîne bien souvent une forme d'abrutissement individuel et social. Elle crée des normes de comportements (modes), renforçant la stigmatisation de ceux qui, notamment par manque de moyens, s'écartent de ces prescrits.

Mais revenons-en à nos GAFAs... Leur utilisation donne souvent une impression de liberté : accès à l'info, communication rapide... Songeons pourtant que disposer de telles quantités de données personnelles, voire intimes (fournies le plus souvent volontairement), est le rêve de tout régime totalitaire. En conséquence, nous ne sommes pas seulement face à un problème de transparence et d'éthique. C'est aussi une question de concentration de pouvoir.

La dérive est d'autant plus dangereuse qu'elle est cachée sous le fard de produits que l'on nous vend comme du rêve. L'exemple flagrant en est le dernier iPhone X, vendu comme un produit de luxe, avec l'originalité d'un déverrouillage par reconnaissance faciale. Sympa, pratique, diront beaucoup, attirés par le côté bling-bling de la chose. C'est oublier à quoi tout cela nous mène...

« Avec la reconnaissance faciale, on assiste à une introduction brutale du corps dans l'ère digitale », observe Pierre Delvenne, chercheur qualifié FNRS en sciences politiques et sociales à l'ULg. « Les données corporelles viennent s'ajouter à toute une série d'autres déjà collectées plus ou moins volontairement auprès des individus via notamment les réseaux sociaux. Cela boucle un processus entamé par la collaboration homme-machine : la disparition de la notion de vie privée par la reconstitution digitale de tout ce qui compose un individu, de son identité à ses loisirs en passant par ses convictions. Cela permet la création de banques de données extrêmement sensibles car elles recréent des frontières entre différents types de personne au sein de la population. C'est un adjuvant aux discriminations.⁷ »

⁷ BOSSELER J., « La reconnaissance faciale, une technologie aussi enthousiasmante qu'inquiétante », 13.09.2017, consulté sur www.lesoir.be le 20.09.2017.

Enchaînés à ce qui se trouve dans notre poche

Grâce à l'utilisation de plus en plus répandue des smartphones, l'accessibilité aux services des GAFAs est devenue aisée, quasi permanente. Ce n'est pas sans interroger l'omniprésence de cet instrument.

Le smartphone et la connexion permanente qu'il permet sont extrêmement pratiques (personne ne remet cela en question), mais les dégâts collatéraux sont catastrophiques :

- consommation énergétique (il faut bien fabriquer ces petits engins – de plus en plus vite obsolètes - et en alimenter régulièrement les batteries),
- nomophobie⁸,
- constructions identitaires complexes, notamment pour les jeunes,
- amplification des usages que nous qualifierons de malveillants (harcèlement, radicalisation).

Précisons que nous ne parlons pas ici de dangers potentiels, mais de constats avérés dès à présent. Et multiplier les séances de sensibilisation au bon usage d'Internet et des réseaux sociaux ne résoudra pas le fond du problème. Si le smartphone est un ustensile pratique et apparemment inoffensif, ne jouons pas les autruches en nous voilant la face sur les coûts de sa généralisation.

Conclusion

Nous aurions pu encore parler d'autres problèmes, et non des moindres, comme les *burn-out* dus à la connexion permanente (d'où une revendication récente au « droit à la déconnexion »), mais venons-en à quelques conclusions.

Pour les cinéphiles, le film *Matrix* présente une allégorie de ce que nous sommes en train de vivre : le carcan d'un monde virtuel qui empêche nos pensées de se tourner vers l'essentiel – carcan que nous renforçons par le fait d'en être parties prenantes.

Nous vivons un appauvrissement social et culturel aberrant, alors que tous ces outils numériques devraient servir – et servent parfois, heureusement – à brasser des informations, à croiser les regards, à faciliter les échanges... bref, à nous enrichir mutuellement.

Mais nous vivons aussi un appauvrissement économique réel, en raison des pratiques fiscales de ces grands groupes, dont la vocation reste d'engranger des profits. Car tout cela n'est pas désintéressé ! Nous l'avons dit, les chiffres d'affaires de ces sociétés sont gargantuesques. En bout de chaîne, chaque utilisateur que nous sommes alimente la machine à sous et l'accumulation de capital entre les mains de quelques actionnaires richissimes.

⁸ « La nomophobie est une phobie liée à la peur excessive d'être séparé de son téléphone mobile. Les scientifiques ont formalisé cette idée de peur de la coupure par l'acronyme FOMO (*Fear of missing out*). » (source : Wikipedia)

Bien sûr, face à ces critiques, on rétorquera que les Gafa ont prouvé leur utilité dans différents cas de figure : appels à la mobilisation, plateformes d'échange et de solidarité, ouverture sur le monde. Tout cela est vrai... mais ne doit pas occulter ce que nous avons exposé plus haut.

Dans certains débats, la critique de ces entreprises suscite des réactions émotionnelles, pratiquement comme si les utilisateurs se sentaient pointés du doigt personnellement – preuve, une fois de plus, de l'importance qu'occupent ces groupes dans notre quotidien, et de leur influence sur nos comportements.

Terminons par ce qui devrait être une évidence : à défaut de pouvoir nous passer de ces éléments de notre quotidien, nous pouvons au moins les mettre à contribution pour le bien de la collectivité.

Un conseil enfin, qui tient en un mot : débrancher ! Pensons simplement à nous déconnecter de temps en temps... quitte à ne pas lire cette analyse.

Renato Pinto



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80



Avec le soutien de la FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES